

Questions orales

[Français]

ON DEMANDE QUE LE GOUVERNEMENT ASSURE QUE M. ZOUBRIS N'AURA PAS À SE PRÉSENTER DE NOUVEAU AU MINISTÈRE

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, je veux simplement dire que le ministre d'État est bel et bien au courant de cette situation puisqu'il lui a parlé lui-même.

Également je voudrais que le ministre, après avoir fait une autre enquête, nous assure cet après-midi que M. Zoubris n'aura pas à se présenter demain matin, à 9 heures, au ministère de l'Emploi et Immigration et à déboursier 125 \$ pour faire étudier son passeport et ses papiers de citoyenneté canadienne.

M. Gerry Weiner (ministre d'État (Immigration)): Monsieur le Président, je suis au courant de cette situation, et ce que j'ai assuré à la députée, c'est que les fonctionnaires de mon ministère vont donner un rapport plus complet à la députée, mais il n'est pas approprié de discuter un cas particulier ici à la Chambre des communes.

* * *

[Traduction]

LA PLANIFICATION DE L'EMPLOI

LA RECOMMANDATION CONCERNANT L'AUGMENTATION DU FINANCEMENT

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. J'ai ici une copie d'une étude sur la stratégie canadienne de Planification de l'emploi que le gouvernement ontarien a menée pour le compte des dix gouvernements provinciaux. Le ministre approuve-t-il la recommandation clé de l'étude, qui critique la stratégie canadienne de Planification de l'emploi, à savoir que le financement devrait en être accru de 1,7 à 2,5 milliards de dollars? Cela porterait le financement au niveau où il était en 1984, lorsque le parti du ministre a pris le pouvoir. Le ministre est-il d'accord? Va-t-il mettre fin aux compressions budgétaires et augmenter les crédits destinés à former les chômeurs du Canada, en particulier dans les régions où le besoin s'en fait sentir?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je veux simplement dire à mon collègue que je pense qu'il devrait être fier du résultat de l'application de la stratégie canadienne de l'emploi, quand on dit que 80 000 Canadiens sont impliqués tous les jours. Le gouvernement de l'Ontario peut nous proposer d'augmenter tous les budgets impossibles, une chose est évidente, je pense que la stratégie de l'emploi fait ses preuves. Les résultats sont excellents. De nombreux Canadiens sont en mesure tous les jours de le prouver. Le gouvernement, encore une fois, a fait ses preuves, les résultats sont là: 705 000 emplois en deux ans.

C'est là quelque chose que vous allez rêver toute votre vie de réussir.

* * *

[Traduction]

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

LA POLITIQUE RELATIVE AUX COUPLES MARIÉS FAISANT PARTIE DE LA GENDARMERIE

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, ma question s'adresse au solliciteur général. Elle porte sur la nouvelle politique de la G.R.C. relative aux couples mariés dont les deux conjoints sont dans la Gendarmerie. Comme le ministre le sait, cette nouvelle politique est régressive, injuste et discriminatoire à l'encontre des familles.

Le solliciteur général est-il prêt à ordonner au Commissaire de la Gendarmerie royale du Canada d'annuler cette politique et d'en préparer une qui soit beaucoup plus juste et humanitaire.

L'hon. James Kelleher (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, je crois que le député a soulevé cette question pendant mon absence, en l'adressant au président du Conseil du Trésor. Celui-ci m'en a fait part. J'ai déjà eu des entretiens préliminaires avec les représentants de la Gendarmerie royale du Canada et j'ai demandé que l'on me fasse un rapport sur la question. Lorsque je l'aurai reçu j'examinerai la politique en profondeur.

M. le Président: Dernière question de la période; le député de York-Est.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

L'EFFET ÉVENTUEL DE LA FERMETURE DES PORTS AUX NAVIRES FONCTIONNANT À L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, je m'adresse au ministre de la Défense nationale. Il y a quelque temps, la Nouvelle-Zélande a fermé ses ports aux navires qui fonctionnent à l'énergie nucléaire. En fin de semaine dernière, le Nouveau parti démocratique a épousé une politique semblable. Selon le ministre, quel effet aurait cette politique sur le Canada et, en particulier, sur son appartenance à l'OTAN et au NORAD?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, pareille politique nous obligerait à renvoyer les navires de nations alliées. La politique de la Nouvelle-Zélande a gravement détérioré ses rapports en matière de défense avec des puissances amies du monde. Cette politique nuirait considérablement à nos intérêts nationaux en matière de défense.

M. Broadbent: En êtes-vous convaincus?